

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

THERMADOR GROUPE

Société anonyme au capital de 36 803 396 €
Siège social : Parc d'Activités de Chesnes, 60 rue de Luzais, 38070 Saint Quentin Fallavier
339 159 402 R.C.S. Vienne

AVIS DE REUNION

MM. les actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le mardi 2 avril 2024 à 17 heures, au Musée des Confluences - 86 Quai Perrache 69002 Lyon, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR**Ordre du jour ordinaire**

- Rapports de gestion du Conseil d'Administration, présentation des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023,
- Rapports des Commissaires aux Comptes,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023,
- Approbation du résultat de l'exercice 2023, fixation du dividende,
- Nomination d'un administrateur,
- Approbation des éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux et des membres du Conseil d'Administration,
- Approbation de la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux,
- Modification du montant global annuel maximum des rémunérations allouées,
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés à l'article 225-38 du Code de commerce, approbation de la poursuite des conventions et autorisation d'une nouvelle convention,
- Autorisation à donner au Conseil pour que la société puisse racheter ses propres actions,
- Nomination de notre Commissaire aux Comptes en charge de la certification des informations en matière de durabilité,

Ordre du jour extraordinaire

- Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'attribuer gratuitement des actions existantes au profit du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société et des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce,
- Pouvoirs à donner.

PROJET DE RESOLUTIONS**A TITRE ORDINAIRE**

Première résolution - L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2023 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution - L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport sur la gestion du groupe et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés à la date du 31 décembre 2023 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Troisième résolution - L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 33 059 028,05 € de la manière suivante :

- distribution d'un dividende de 2,08 € par action soit pour 9 200 849 actions un montant de 19 137 765,92 €.
- affectation du solde au poste « autres réserves » soit 13 921 262,13 €.

L'Assemblée Générale prend acte que cette enveloppe de dividendes est basée sur le nombre total d'actions existantes au jour de la publication du texte des résolutions ouvrant potentiellement droit aux présents dividendes, étant précisé en outre que les actions autodétenues au jour du détachement du droit à dividende n'ouvriront pas droit à dividendes ; par conséquent le montant total des dividendes est susceptible de varier à la baisse en fonction du nombre d'actions ouvrant réellement droit à dividendes au jour du détachement dudit droit, et la différence éventuelle sera automatiquement affectée au compte « autres réserves ».

L'intégralité du montant ainsi distribué est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % ou, si celle-ci est plus intéressante, à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Les dividendes dont la distribution est décidée seront détachés le 12 avril et mis en paiement le 16 avril 2024.

L'Assemblée Générale reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé, pour répondre aux exigences légales par référence à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que la société a distribué les dividendes suivants au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
	Revenus éligibles à l'abattement		
2022	19 131 526 €	-	-
2021	18 395 698 €	-	-
2020	16 743 361 €	-	-

Administrateurs

Souhaitant rester proches des réalités du terrain, nous avons toujours accueilli des dirigeants de filiale au sein de notre Conseil d'Administration. En 2017, nous avons réduit leur nombre afin de donner plus de poids aux administrateurs indépendants. En 2020, après le départ de notre fondateur Guy Vincent, l'Assemblée Générale a approuvé la nomination de deux d'entre eux. Cela a permis d'établir une égalité des pouvoirs entre les administrateurs indépendants et ceux qui sont non libres d'intérêts. En 2024, nous proposons une nouvelle étape : conserver la présence permanente pendant deux ans de deux dirigeants de filiales au sein de notre Conseil d'Administration, mais avec un seul pouvoir de vote. Si l'Assemblée Générale accepte notre proposition, Frank Bourgois (DG de Jetly) sera administrateur pour un mandat d'un an à partir du 2 avril 2024 et Peter Wartel (D.G. de Sodeco Valves) invité permanent du conseil d'administration. Leur rôle serait inversé à partir de l'Assemblée Générale en 2025 qui statuera sur les comptes 2024 et pour une durée d'un an.

Ainsi, les administrateurs indépendants détiendraient 5 droits de vote, les administrateurs non libres d'intérêt 4 droits de vote et les administrateurs salariés 2 droits de vote.

Quatrième résolution - Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale nomme comme administrateur **Monsieur Frank Bourgois** demeurant 15, Chemin de Monteferrand à Ternay (Auvergne Rhône-Alpes) pour une durée d'un an soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle réunie en 2025 statuant sur les comptes de 2024.

Cinquième résolution - L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice en application de la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 3 avril 2023, à **Monsieur Guillaume Robin**, Président-directeur général (voir pages 40 à 47 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Sixième résolution - L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice en application de la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 3 avril 2023, à **Madame Patricia Mavigner**, Directrice Générale Déléguée (voir pages 42 à 47 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Septième résolution - L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice en application de la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 3 avril 2023, à **Monsieur Lionel Monroe**, Directeur Général Délégué (voir pages 43 à 47 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Huitième résolution - L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel. (voir pages 40 à 47 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Neuvième résolution - L'Assemblée Générale statuant en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, approuve les informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce mentionnées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel. (voir pages 40 à 47 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Dixième résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions du quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur la rémunération de **Monsieur Guillaume Robin**, Président-directeur général de Thermador Groupe approuve la conduite de la politique de rémunération pour l'exercice 2024 telle que présentée dans ce rapport (voir pages 40 à 47 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Onzième résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions du quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur la rémunération de **Madame Patricia Mavigner**, Directrice Générale Déléguée de Thermador Groupe approuve la conduite de la politique de rémunération pour l'exercice 2024 telle que présentée dans ce rapport (voir pages 42 à 47 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Douzième résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions du quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur la rémunération de **Monsieur Lionel Monroe** au titre de son mandat de Directeur Général Délégué de Thermador Groupe approuve la conduite de la politique de rémunération pour l'exercice 2024 telle que présentée dans ce rapport (voir pages 43 à 47 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Treizième résolution - L'Assemblée Générale porte à deux cent vingt mille euros (220 000 €) le montant global annuel maximum des rémunérations allouées aux membres du Conseil d'Administration. Ce montant applicable, à l'exercice en cours, sera maintenu jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

Approbation des conventions réglementées

Quatorzième résolution - L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve les termes dudit rapport et, successivement, chacune des conventions qui y sont mentionnées. (voir pages 185 et 186 de notre document d'enregistrement universel 2023).

Achat d'actions par Thermador Groupe

Quinzième résolution - L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce, autorise le Conseil d'Administration à faire acheter par la Société ses propres actions. Le nombre d'actions acquises ne pourra excéder 3 % du capital de la Société. Le prix maximum d'achat par action est fixé à 113 euros, hors frais d'acquisition. Ce prix maximum d'achat pourra toutefois être ajusté en cas de modifications du nominal de l'action, d'augmentations de capital par incorporation de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de ces opérations sur la valeur de l'action.

La Société pourra acheter ses propres actions ou utiliser les actions auto-détenues en vue de :

- l'animation du marché,
- satisfaire aux obligations découlant des éventuels programmes d'options sur actions, ou autres allocations d'actions, aux salariés ou aux membres des organes d'administration ou de gestion de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ; ou
- conserver les actions et les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport dans le respect des pratiques de marché admises par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou
- plus généralement, réaliser toute opération ne faisant pas expressément l'objet d'une interdiction légale notamment si elle s'inscrit dans le cadre d'une pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers.

L'acquisition de ces actions pourra être effectuée par tout moyen, en une ou plusieurs fois, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition de blocs d'actions. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société.

L'Assemblée Générale décide que la présente autorisation prendra fin à l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Nomination de notre auditeur des informations en matière de durabilité

La directive européenne CSRD nous donnant les règles très précises pour le reporting extra-financier à partir de l'année 2025 relatif à l'exercice 2024 a été transposée en droit français au journal officiel le 7 décembre 2023. Entre autres obligations, notre groupe doit dès 2024 faire désigner par l'Assemblée Générale l'organisme tiers indépendant responsable de l'audit du futur rapport de durabilité.

Très satisfaits des prestations de l'organisme tiers indépendant Finexfi, acquis par KPMG, qui audite notre déclaration de performance extra-financière depuis 2013, nous vous proposons de lui confier ce mandat pour une durée de 3 ans.

Seizième résolution - L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration nomme comme Commissaire aux Comptes en charge de la certification des informations en matière de durabilité :

- le cabinet KPMG SA, Tour Egho, 2 avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense (Ile-de-France), pour trois exercices, comme Commissaire aux Comptes titulaire.

A TITRE EXTRAORDINAIRE

Force est de constater que nous ne parviendrons pas à atteindre notre objectif de 8,5% du capital détenu par les salariés (actifs et retraités) en 2030 si nous ne nous donnons pas des moyens complémentaires au plan d'épargne entreprise.

Avec cet objectif à l'esprit, mais également avec l'idée de récompenser voire encourager la fidélité de tous nos salariés et mandataires sociaux, nous avons pris la décision de proposer un dispositif bien connu des sociétés qui cherchent à réduire le turnover de leur effectif : un plan d'actions gratuites destiné à tous les collaborateurs et voté annuellement.

Attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de membres du personnel salarié et de dirigeants mandataires sociaux.

Dix-septième résolution (*Autorisation au Conseil d'Administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des salariés, emportant dans ce dernier cas, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription*) - Le Conseil d'Administration souhaite intégrer un plan de rémunérations long terme pour tous les salariés du groupe Thermador afin de les fidéliser, d'aider leur montée au capital et d'attirer de nouveaux talents. Si ce plan est accepté par l'Assemblée Générale, la présente résolution sera présentée tous les ans.

Il est proposé à l'Assemblée Générale d'autoriser l'attribution gratuite d'actions aux salariés de Thermador Groupe et de ses filiales (à l'exclusion de ses dirigeants mandataires sociaux qui font l'objet d'une autorisation distincte). Dans le cadre de cette autorisation, le nombre d'actions qui pourraient être attribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 0,6 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'Administration. En application de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, l'attribution gratuite des actions à leurs bénéficiaires peut être définitive à l'issue des trois (3) ans suivant la date d'attribution.

Les modalités d'attribution sont les suivantes :

- 50 % du nombre des actions prévues représentant un maximum de 0,3 % du capital social sera attribué aux salariés présents à l'issue des trois (3) ans à compter de la date d'attribution.
- 50 % du nombre des actions prévues représentant un maximum de 0,3 % du capital social sera attribué selon l'atteinte de nos objectifs en matière de développement durable, tels qu'ils sont définis à la page 21 du document d'enregistrement universel. L'atteinte de nos objectifs en matière de développement durable sera mesurée à l'issue de la période d'attribution des trois (3) ans.

Si l'Assemblée Générale approuve cette résolution, les éventuelles attributions gratuites d'actions seront décidées par le Conseil d'Administration sur la base des propositions du comité des rémunérations et des nominations. Le Conseil d'Administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions et le nombre d'actions attribuées à chacun.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- Autorise le Conseil d'Administration à procéder, en une ou plusieurs fois qu'il déterminera dans les limites fixées par la présente autorisation, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société,

- Décide que les bénéficiaires des attributions pourront être les salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, à l'exclusion des mandataires sociaux de la Société,
- Décide que le Conseil d'Administration sera en charge de contrôler que les attributions d'actions gratuites se feront conformément aux conditions de présence et de performance énoncées ci-dessus,
- Décide que le nombre total d'actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,6% du capital social au jour de la décision d'attribution du Conseil d'Administration,
- Décide que le nombre d'actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution sera compris entre soixante-trois(63) et cent soixante-quinze (175) actions par bénéficiaire,
- Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive, au terme d'une période d'acquisition minimale de trois (3) ans,
- Décide que la durée de la période de conservation des actions par les bénéficiaires sera, le cas échéant, fixée par le Conseil d'Administration, étant rappelé que la durée cumulée de la période d'acquisition et de la période de conservation ne pourra être inférieure à cinq (5) ans,
- Décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-1 du Code de la sécurité sociale, les actions lui seront attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition et seront librement cessibles dès l'attribution,
- Prend acte que la présente décision emporte renonciation de plein droit des actionnaires pour la partie des réserves qui, le cas échéant, servira en cas d'émission d'actions nouvelles.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les limites légales, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment :

- prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution,
- déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions attribuées et réalisées pendant les périodes d'acquisition et de conservation,
- procéder, le cas échéant, à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société,
- fixer, en cas d'attribution d'actions à émettre, le montant et la nature des réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise à incorporer au capital,
- constituer la réserve indisponible destinée à la réalisation de l'augmentation de capital par création des actions gratuites attribuées,
- constater l'attribution définitive des actions et l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation,
- effectuer tous actes, formalités et déclarations, procéder, le cas échéant, aux ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société,
- fixer si besoin des périodes d'acquisition et des obligations de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus, le cas échéant,
- fixer la date de jouissance, même rétroactive, des actions émises, augmenter le capital par incorporation de réserves ou de primes d'émission pour procéder à l'émission d'actions, constater le cas échéant l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation,
- informer chaque année les actionnaires des attributions réalisées dans le cadre de la présente délégation, par l'établissement d'un rapport spécial conformément à l'article L. 225-197-4 du Code de commerce,
- modifier les statuts en conséquence, effectuer les formalités liées à la cotation des titres émis, et d'une manière générale dans le cadre de la législation actuelle, faire tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation, rendra nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une durée de trente- huit (38) mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Dix-huitième résolution

A la genèse de ce projet, nous avons voulu nous adresser à tous ceux qui vont contribuer à atteindre nos objectifs, c'est-à-dire les salariés et les mandataires sociaux. Afin de garantir un bon climat social, faciliter la communication interne, et proposer une répartition la plus équitable et la plus simple possible, nous proposons des conditions d'attribution identiques pour les salariés et les mandataires sociaux. De notre point de vue, la fidélité de nos salariés et celle de nos mandataires sociaux doivent être récompensées selon les mêmes principes. Avec l'objectif de rassurer nos parties prenantes, nous nous engageons à respecter un ratio maximum de 5,6 entre le plus grand nombre d'actions attribué et le plus petit et nous proposons d'emblée un plafond de 350 titres par personne et par an, ce qui nous semble raisonnable.

Ce contexte explique selon nous que l'attribution de 50 % des actions gratuites ne serait pas conditionnée à un niveau de performance financière ou extra-financière.

(Autorisation au Conseil d'Administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des mandataires sociaux, emportant dans ce dernier cas, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription) - Le Conseil d'Administration souhaite intégrer un plan de rémunérations long terme pour tous les mandataires sociaux opérationnels du groupe Thermador afin de les fidéliser, d'aider leur montée au capital et d'attirer éventuellement de nouveaux talents. Si ce plan est accepté par l'Assemblée Générale, la présente résolution sera présentée tous les ans.

Parmi les 20 mandataires sociaux opérationnels que comptait le groupe Thermador le 31 décembre 2023, seuls 15 seraient concernés. En effet, les 5 mandataires sociaux qui ont bénéficié du plan d'actions gratuites attribuées en 2010 renonceraient à ce nouveau dispositif s'il était mis en place. Il s'agit de Fabienne Bochet, Xavier Isaac, Eric Mantione, Lionel Monroe et Guillaume Robin.

Il est proposé à l'Assemblée Générale d'autoriser l'attribution gratuite d'actions aux mandataires sociaux opérationnels de la Société Thermador Groupe et de ses filiales. Dans le cadre de cette autorisation, le nombre d'actions qui pourraient être attribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 0,06 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'Administration. En application de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, l'attribution gratuite des actions à leurs bénéficiaires peut être définitive à l'issue des trois (3) ans suivant la date d'attribution.

Les modalités d'attribution sont les suivantes :

- 50 % du nombre des actions prévues représentant un maximum de 0,03 % du capital social sera attribué aux mandataires sociaux opérationnels présents à l'issue des trois (3) ans à compter de la date d'attribution.
- 50 % du nombre des actions prévues représentant un maximum de 0,03 % du capital social sera attribué selon l'atteinte de nos objectifs en matière de développement durable, tels qu'ils sont définis à la page 21 du document d'enregistrement universel. L'atteinte de nos objectifs en matière de développement durable sera mesurée à l'issue de la période d'attribution des trois (3) ans.

Un plafond du nombre total d'actions attribuées par mandataire social est fixé à 350 actions.

Si l'Assemblée Générale approuve cette résolution, les éventuelles attributions gratuites d'actions seront décidées par le Conseil d'Administration sur la base des propositions du Comité des Rémunérations et des Nominations. Le Conseil d'Administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions, le nombre d'actions attribuées à chacun et les conditions de performance à satisfaire pour l'acquisition définitive de tout ou partie des actions.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et après avoir constaté que la procédure de contrôle dite « say on pay » conformément aux articles L. 22-10-57 à L. 22-10-59 du Code de commerce ainsi que les prescriptions du Code de gouvernance Middlenext, ont bien été respectées :

- Autorise le Conseil d'Administration à procéder, en une ou plusieurs fois qu'il déterminera dans les limites fixées par la présente autorisation, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société,
- Décide que les bénéficiaires des attributions seront les mandataires de la Société et des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce,
- Décide que le Conseil d'Administration sera en charge de contrôler que les attributions d'actions gratuites se feront conformément aux conditions de présence et de performance énoncées ci-dessus,

- Décide que le nombre total d'actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,06 % du capital social au jour de la décision d'attribution du Conseil d'Administration,
- Décide que le nombre maximum d'actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra être supérieur à trois cent cinquante (350) actions par mandataire social,
- Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive, au terme d'une période d'acquisition minimale de trois (3) ans,
- Décide que la durée de la période de conservation des actions par les bénéficiaires sera, le cas échéant, fixée par le Conseil d'Administration, étant rappelé que la durée cumulée de la période d'acquisition et de la période de conservation ne pourra être inférieure à cinq (5) ans,
- Décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-1 du Code de la sécurité sociale, les actions lui seront attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition et seront librement cessibles dès l'attribution,
- Prend acte que la présente décision emporte renonciation de plein droit des actionnaires pour la partie des réserves qui, le cas échéant, servira en cas d'émission d'actions nouvelles.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de délégation dans les limites légales et notamment :

- prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution,
- déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions attribuées et réalisées pendant les périodes d'acquisition et de conservation,
- procéder, le cas échéant, à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société,
- fixer, en cas d'attribution d'actions à émettre, le montant et la nature des réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise à incorporer au capital,
- constituer la réserve indisponible destinée à la réalisation de l'augmentation de capital par création des actions gratuites attribuées,
- constater l'attribution définitive des actions et l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation,
- effectuer tous actes, formalités et déclarations,
- procéder, le cas échéant, aux ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société,
- fixer si besoin des périodes d'acquisition et des obligations de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus,
- le cas échéant, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des actions émises,
- augmenter le capital par incorporation de réserves ou de primes d'émission pour procéder à l'émission d'actions, constater le cas échéant l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation,
- modifier les statuts en conséquence,
- effectuer les formalités liées à la cotation des titres émis, et d'une manière générale, dans le cadre de la législation actuelle, faire tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation, rendra nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une durée de trente-huit (38) mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Dix-neuvième résolution - L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

- 1) Autorise le Conseil d'Administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois d'un montant nominal total de 2 millions d'euros dans un délai maximal de 26 mois par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission ou de fusion au moyen de la création et de la distribution gratuite d'actions ou de l'élévation

de la valeur nominale des actions existantes.

- 2) Confère au Conseil d'Administration les pouvoirs les plus larges dans le cadre de la loi pour fixer toutes les caractéristiques, modalités et conditions de réalisation de ces opérations, prendre toutes les mesures et effectuer toutes les formalités nécessaires.

L'Assemblée autorise le Conseil d'Administration, en cas d'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission ou de fusion, à décider par dérogation aux dispositions de l'article L.225-149 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues dans les conditions prévues par la loi.

Vingtième résolution - L'Assemblée Générale décide de donner tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra ainsi que toutes modifications nécessaires des statuts.

A. – Modalités possibles de participation à l'Assemblée.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée. Les actionnaires pourront participer à l'Assemblée :

- soit en y assistant personnellement ;
- soit en votant par correspondance ;
- soit en se faisant représenter en donnant pouvoir au Président ;
- soit en se faisant représenter en donnant pouvoir (procuration) à un autre actionnaire, à son conjoint ou au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité (PACS) ou encore à toute autre personne physique ou morale de son choix, dans les conditions légales et réglementaires applicables

Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Conditions et procédures à suivre pour participer et voter à l'Assemblée

a. Justification du droit de participer à l'Assemblée

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris (soit le 27 mars 2024 à zéro heure, heure de Paris).

- s'il s'agit d'actions nominatives : d'une inscription en compte desdites actions dans les comptes-titres nominatifs de la Société le 27 mars 2024 à zéro heure, heure de Paris ;
- s'il s'agit d'actions au porteur : L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R.225-61 du Code de commerce, en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris (soit le 27 mars 2024 à zéro heure, heure de Paris).

b. Mode de participation à l'assemblée générale

Le CIC est le mandataire de la Société pour les comptes de titres nominatifs.

Pour toute correspondance, ses coordonnées sont les suivantes : CIC Service Assemblées Générales - 6 avenue de Provence - 75009 Paris.

THERMADOR offre par ailleurs à ses actionnaires la possibilité de voter par Internet, avant l'Assemblée Générale, sur la plateforme de vote sécurisée Votaccess accessible :

- soit via le site de la Société, www.thermador-groupe.fr, qui redirigera l'actionnaire vers le site de vote dédié <http://www.actionnaire.cic-marketsolutions.eu>, pour les actionnaires détenant leurs actions sous la forme nominative ;
- soit via le site Internet de l'établissement teneur de compte pour les actionnaires détenant leurs actions au porteur. Seuls les titulaires d'actions au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au système

Votaccess et leur propose ce service pour cette Assemblée pourront y avoir accès.

La plateforme Votaccess pour cette Assemblée sera ouverte à compter du 15 mars 2024 et la possibilité de voter par internet prendra fin le lundi 1^{er} avril 2024 à 15 heures, heure de Paris. Afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plateforme Votaccess, il est vivement recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée Générale pour saisir leurs instructions.

1. Participation en personne à l'Assemblée :

Les actionnaires désirant assister physiquement à l'assemblée générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

1.1. Demande de carte d'admission par voie postale

- **Pour l'actionnaire nominatif** : faire parvenir sa demande de carte d'admission avant le 28 mars 2024 à CIC Service Assemblées - 6, Avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 ou se présenter le jour de l'Assemblée.
- **Pour l'actionnaire au porteur** : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée avant le 28 mars 2024.

Il serait souhaitable que les actionnaires désirant assister à l'Assemblée fassent leur demande le plus tôt possible pour recevoir la carte en temps utile.

1.2. Demande de carte d'admission par voie électronique

Les actionnaires souhaitant participer en personne à l'Assemblée peuvent également demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes :

- **Pour l'actionnaire nominatif** : sur la plateforme sécurisée Votaccess accessible via le site de la Société, www.thermador-groupe.fr, qui redirigera l'actionnaire vers le site de vote dédié <http://www.actionnaire.cic-marketsolutions.eu>. Les actionnaires au nominatif pur pourront se connecter à ce site avec leurs codes d'accès habituels. Les actionnaires au nominatif administré pourront se connecter avec leur identifiant actionnaire et le login qui leur aura été communiqué par courrier postal préalablement à l'Assemblée Générale ;
- **Pour l'actionnaire au porteur** : Il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non au site Votaccess et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté au site Votaccess l'actionnaire devra s'identifier par le portail Internet de l'établissement teneur de compte qui en assure la gestion. Après s'être connectés avec leurs codes d'accès habituels, les actionnaires devront cliquer sur l'icône de vote qui apparaîtra sur la ligne correspondant à leurs actions THERMADOR et suivre les indications données à l'écran.

La carte d'admission sera alors envoyée aux actionnaires, selon leur choix, par courrier électronique ou par courrier postal.

2. Vote par correspondance ou par procuration :

2.1. Vote par correspondance ou par procuration par voie postale

Les actionnaires n'assistant pas physiquement à l'Assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée ou à un mandataire pourront :

- **Pour l'actionnaire nominatif** : renvoyer le formulaire de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : CIC Service Assemblées - 6, Avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09.
- **Pour l'actionnaire au porteur** : demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée. Une fois complété par l'actionnaire, ce formulaire sera à retourner à l'établissement teneur de compte qui l'accompagnera d'une attestation de participation et l'adressera à CIC Service Assemblées - 6, Avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par CIC Service Assemblées - 6, Avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée, soit le 28 mars 2024 à zéro heure (heure de Paris) au plus tard.

Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie postale devront être reçues au plus tard trois jours calendaires avant la date de l'Assemblée, soit le 29 mars 2024 à zéro heure (heure de Paris) au plus tard. Il est précisé qu'aucun formulaire reçu par la Société après le 28 mars 2024, ne sera pris en compte dans les votes de l'Assemblée. Il est rappelé que pour donner procuration de vote, l'actionnaire doit compléter et signer le formulaire de vote en précisant ses noms, prénom et adresse ainsi que ceux du mandataire.

2.2. Vote par correspondance ou par procuration par voie électronique

Les actionnaires ont également la possibilité de transmettre leurs instructions de vote et désigner ou révoquer un mandataire par internet avant l'Assemblée Générale, sur le site VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après :

- **Pour l'actionnaire nominatif** : sur la plateforme sécurisée Votaccess accessible via le site de la Société, www.thermador-groupe.fr, qui redirigera l'actionnaire vers le site de vote dédié <http://www.actionnaire.cic-marketsolutions.eu>. Les actionnaires au nominatif pur pourront se connecter à ce site avec leurs codes d'accès habituels. Les actionnaires pourront se connecter avec leur identifiant actionnaire et le login qui leur aura été communiqué par courrier postal préalablement à l'Assemblée Générale ;
- **pour l'actionnaire au porteur** : Il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non au site Votaccess et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté au site Votaccess l'actionnaire devra s'identifier par le portail Internet de l'établissement teneur de compte qui en assure la gestion. Après s'être connectés avec leurs codes d'accès habituels, les actionnaires devront cliquer sur l'icône de vote qui apparaîtra sur la ligne correspondant à leurs actions THERMADOR et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site Votaccess et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.

3. Désignation et/ou révocation d'un mandataire.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire n'est pas connecté au site Votaccess, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut toutefois être effectuée par voie électronique conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, selon les modalités suivantes :

L'actionnaire devra envoyer un email à l'adresse serviceproxy@cic.fr. Cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'assemblée, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que le nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire.

L'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer une confirmation écrite au CIC Service Assemblées - 6, Avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09. Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées par le CIC au plus tard la veille de l'Assemblée Générale, soit le lundi 1^{er} avril 2024, à 15 heures, heure de Paris, France.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

Tout actionnaire, titulaire d'actions inscrites en compte titres nominatifs ou au porteur, ayant décidé d'exprimer son vote à distance, ne peut plus choisir, à compter de la réception d'un tel vote par CIC Service Assemblées, un autre mode de participation à l'Assemblée Générale. La possibilité de voter par internet avant l'Assemblée Générale prendra fin la veille de la réunion, soit le lundi 1^{er} avril 2024 à 15 heures, heure de Paris, France. Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel du site Votaccess, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée Générale.

B. Demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions et questions écrites des actionnaires.

1. Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée par les actionnaires remplissant les conditions légales en vigueur, doivent parvenir au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique à l'adresse suivante : actionnaires@thermador-groupe.fr, au plus tard vingt-cinq jours avant l'Assemblée Générale, soit le 08 mars 2024. Ces demandes doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Les demandes d'inscription de projets de résolutions sont accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Il est en outre rappelé que l'examen par l'assemblée générale de points ou de projets de résolutions qui seront présentées est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

2. Conformément aux dispositions de l'article R225-84 du Code de commerce, les actionnaires peuvent poser des questions écrites au Conseil d'Administration. Ces questions doivent être adressées au siège social de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse suivante : actionnaires@thermador-groupe.fr au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le 26 mars 2024. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

C. Documents mis à la disposition des actionnaires.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales seront disponibles au siège social de la société, Parc d'Activités de Chesnes, 60 rue de Luzais 38070 Saint Quentin Fallavier dans les délais légaux, et, pour les documents prévus à l'article R.225-73-1 du Code de commerce, sur le site Investisseurs de la société à l'adresse suivante : www.thermador-groupe.fr.

Le présent avis sera suivi d'un avis de convocation reprenant les éventuelles modifications apportées à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par des actionnaires et/ou le comité d'entreprise

Le Conseil d'Administration

